

9 MARS 2005. - Loi modifiant le chapitre V « Dispositions spécifiques concernant les chantiers temporaires ou mobiles » de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 19 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifiée par la loi-programme du 27 décembre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1^{er}, 2^o, les mots « compte tenu de l'importance de l'ouvrage et du degré de risque, » sont supprimés;

b) le § 11, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut, lors de la détermination des conditions, cas, obligations et modalités visés à l'alinéa premier, faire une distinction entre les ouvrages sur base de leur importance, leur complexité ou leur degré de risque, en vue d'obtenir un niveau de protection équivalent des travailleurs. »

Art. 3. A l'article 23 de la même loi, modifiée par la loi-programme du 27 décembre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans la disposition sous 3^o, les mots « , compte tenu de l'importance de l'ouvrage et du degré de risque, » sont supprimés;

b) l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut, lors de la détermination des conditions, cas, obligations et modalités visés à l'alinéa premier, faire une distinction entre les ouvrages sur base de leur importance, leur complexité ou leur degré de risque, en vue d'obtenir un niveau de protection équivalent des travailleurs. »

Art. 4. La présente loi produit ses effets le 18 février 2005.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

Notes

(1) Session 2004-2005.

Chambre des représentants.

Documents. - Projet de loi, n° 51-1579/1. - Amendement, n° 51-1579/2. - Rapport, n° 51-1579/3. - Amendement, n° 51-1579/4. Rapport complémentaire, n° 51-1579/5. - Texte adopté par la commission des affaires sociales, n° 51-1579/6. - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-1579/7.

Annales parlementaires. - Discussion et vote. Séance du 3 février 2005.

Sénat.

Projet non évoqué par le Sénat, n° 3-1016/1.